



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Unité Territoriale de l'Isère
Cellule risques chroniques
Subdivision T1

44, Avenue Marcelin Berthelot
38030 GRENOBLE CEDEX 02
Tél. 04 76 69 34 34 – Fax 04 38 49 91 95

Grenoble, le 5 JUIN 2012

Référence : UT38-T1-12-JSC0581505
Affaire suivie par : Jean-Pierre SCALIA
jean-pierre.scalia@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04.76.69.34.47 – Fax : 04.38.49.91.95
Objet : Inspection du 26 avril 2012

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Société MODUS VALORIS à BOURGOIN-JALLIEU

VISITE D'INSPECTION COURANTE
réalisée le 26 avril 2012

Rapport de l'inspecteur des installations classées

Adresse de l'établissement : Petite rue de la plaine – 38307 Bourgoin-Jallieu CEDEX

Adresse du siège social : Petite rue de la plaine – 38307 Bourgoin-Jallieu CEDEX

Activité principale de l'établissement : plate-forme de maturation de mâchefers

Code S3IC de l'établissement : 61.2814

Priorité DREAL : P1R

PJ : 1

Copie à : Exploitant -Mairie Isle d'Abeau-REMIPP - UT38-T1, Chrono

Présent
pour
l'avenir

www.developpement-durable.gouv.fr

Depuis le 1er juillet 2009, la DRE, la DRIRE et la DIREN ont fusionné pour former la DREAL.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

Contrôle réalisé conformément à la procédure DEN-QPR-05-008 et au mode opératoire DEN-QMO-06-001			
Inspecteurs : Jean-Pierre SCALIA – Unité Territoriale de l'Isère			
Date d'annonce du contrôle : courrier du 23 avril 2012			
Type de contrôle		<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	<input type="checkbox"/> Inspection courante	<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du ...	
Circonstances du contrôle			
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :			
Thème du contrôle : Le contrôle a porté essentiellement sur l'application des arrêtés préfectoraux au titre de l'urgence et de mise en demeure.			
Référentiel du contrôle : - arrêté préfectoral n° 2010-09987 du 3 décembre 2010, - arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012-041-0010 du 10 février 2012, - arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° 2012-041-0009 du 10 février 2012.			
Principales installations contrôlées : site de Bourgoin-Jallieu			
Personnes rencontrées et fonctions : - Monsieur Guy MOULIN – gérant de Modus Valoris - Monsieur Raphaël NACHIN - responsable de la plate-forme			
Synthèse de la visite - constatations : L'objectif de la visite a été de constater le bon respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de l'installation. Seuls les points ci-dessous ont été abordés lors de ce contrôle. L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 10 février 2012 suspendait immédiatement tout nouvel apport de déchets sur la plate-forme. Aucun nouvel apport n'a été réalisé depuis le 14 février 2012, date de la notification de l'arrêté. Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence sont respectées. Pour l'application de l'arrêté de mise en demeure, seules les prescriptions arrivées à échéance du 1er avril ont été contrôlées : - Les dispositions de l'article 1.2.4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2010-09987 du 3 décembre 2010 (capacité de stockage des déchets valorisables de 100 000 tonnes) au 15 août 2012 en respectant les échéances intermédiaires suivantes : stockage maximal de déchets valorisables de 200 000 tonnes au 1er avril 2012 et de 130 000 tonnes au 1er juillet 2012. Au 14 février 2012 étaient présentes sur le site 28 964 t de déchets d'incinération d'ordures ménagères (MIOM) brutes (non traités) et 259 540 t de graves de MIOM. Au 31 mars 2012 étaient présentes sur le site 19 033 t de MIOM brutes (non traités) et 257 859 t de graves de MIOM. L'exploitant a présenté le bilan des entrées/sorties et déclare avoir évacué 25 220 t depuis le 1er janvier 2012 (11 612 t évacuées depuis le 14 février 2012). Les principaux chantiers réalisés depuis le 1er janvier sont : • réhabilitation centre de stockage de Ceyzérieu (déjà évacuées 8 800 t pour un total prévisionnel de 20 000 t - chantier en cours) • Les Coloriades à L'Isle d'Abbeau (10 620 t) • ancienne carrière de Rochetoirin (1 880 t) • BMW à Brignoud (2 060 t) • ED à La Verpillière (1 700 t). A noter que lors de cette visite, seules les conditions d'exploitation de la plate-forme ont été examinées. Pour ce qui concerne la valorisation des déchets sur les chantiers extérieurs, le contenu du dossier type a été précisé.			

A la date de la visite, il n'y a pas eu d'évolution notable des volumes évacués depuis le 1er avril 2012, date du dernier bilan présenté par l'exploitant.

Le volume présent sur le site au 1er avril 2012 n'est pas conforme à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

- Les dispositions des articles 5.1.3 (conditions de stockage des déchets) et 9.1.3.1 (action RSDE) du même arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 sous un mois.

Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté l'enlèvement des déchets présents lors de la précédente visite. Ainsi, l'exploitant est conforme à l'article 5.1.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010-09987 du 3 décembre 2010.

La campagne de mesures RSDE doit débuter par une première mesure le 10 mai 2012. L'exploitant a complété sa déclaration par le mel du 9 mai 2012, en transmettant une copie du bon de commande de cette prestation au laboratoire PROTEC.

Par ailleurs, concernant la surveillance des retombées de poussières, une campagne de mesures des retombées a été réalisée par Sup'Air en 2011. Les jauges de retombées demandées par l'article 3.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010-09987 du 3 décembre 2010 n'avaient donc pas été installées. L'exploitant s'est engagé à l'installation de ses jauges.

Par ailleurs, l'exploitant a déclaré avoir acheté un camion citerne équipé d'une rampe de pulvérisation qui est mis en place lors de l'utilisation de la trémie, cette dernière étant la principale source de production de poussière. De plus, l'exploitant a déclaré qu'un balayage complet des pistes sera réalisé ce printemps.

Suites :

1. Propositions de sanctions administratives et sanctions pénales :

Sur le plan pénal, les manquements constatés ont été relevés par procès-verbal de délit, dont un exemplaire est annexé au présent rapport.

2. Autres suites :

observation : L'inspection souhaite recevoir tous les dossiers relatifs aux chantiers de valorisation entrepris par la société. Ces dossiers doivent être présentés au moins 10 jours avant le début du chantier. Les dossiers devront contenir, outre les pièces précisées par l'article 1.2.4.10 de l'arrêté préfectoral, l'ensemble des justificatifs demandés par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

Ces éléments ont fait l'objet du courrier à l'exploitant dont une copie est jointe en annexe.

L'inspecteur des installations classées
inspecteur référent du site

Jean-Pierre SCALIA

Vu, et vérifié
Le Chef de l'Unité Territoriale de l'Isère

Jean-Pierre FORAY

Vu, approuvé et transmis à
monsieur le préfet du département de l'Isère
pour le directeur,
Le Chef de l'Unité Prévention des Pollutions et
Police de l'Eau

Pascal SIMONIN

Lyon, le 05 juin 2012

PRÉFET DE L'ISERE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale de l'Isère

Grenoble, le 15 mai 2012

Affaire suivie par : Jean-Pierre SCALIA
Cellule risques chroniques – subdivision T1
Tél. : 04.76.69.34.47
Télécopie : 04 38 49 91 95
Courriel : jean-pierre.scalia
@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : UT38-T1-12-JSC0591505

L'inspecteur des installations classées

à

Monsieur le directeur
MODUS VALORIS
Petite rue de la plaine
38307 BOURGOIN JALLIEU

A l'attention de monsieur Guy Moulin

OBJET : *Inspection du 26 avril 2012*

REFER :

- *arrêté préfectoral n° 2010-09987 du 3 décembre 2010*
- *arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012-041-0010 du 10 février 2012*
- *arrêté préfectoral d'urgence n° 2012-041-0009 du 10 février 2012.*

P. J. : *Rapport de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet de l'Isère*

Monsieur le directeur,

J'ai effectué, le 26 avril 2012, une visite d'inspection dans votre établissement de Bourgoin-Jallieu. Elle visait l'examen du respect des arrêtés préfectoraux visés en référence.

J'ai l'honneur de vous confirmer, dans le rapport joint en annexe, les remarques que cette visite a soulevées de la part de l'inspection des installations classées.

Dans ce rapport, vous trouverez en observation la demande de transmission de tous les dossiers relatifs aux chantiers de valorisations entrepris par Modus Valoris.

Je vous demande de bien vouloir me tenir informé, au plus tard dans un délai maximum d'un mois, des suites que vous donnerez aux remarques formulées.

Je vous confirme qu'un procès verbal de délit a été dressé pour non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012-041-0010 du 10 février 2012.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur des installations classées

Jean-Pierre SCALIA



Copies : Préfecture – REMiPP – T4 CTa - Chrono

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale de l'Isère

Grenoble, le 15 mai 2012

Affaire suivie par : Jean-Pierre SCALIA
Cellule territoriale – subdivision T1
Tél. : 04.76.69.34.47
Télécopie : 04 38 49 91 95
Courriel : jean-pierre.scalia
@developpement-durable.gouv.fr

Réf. : UT38-T1-12-JSC0621505

Le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

à

Monsieur le Procureur de la République
près le Tribunal de Grande Instance de Grenoble
Cité Judiciaire d'Europole
Place Firmin Gauthier – BP 100
38019 GRENOBLE CEDEX

OBJET : *Procès-verbal d'infraction (délit) à la réglementation relative
aux installations classées pour la protection de l'environnement*

P. J. : *- Procès-verbal à l'encontre de Monsieur Guy MOULIN, gérant de la Société MODUS
VALORIS
- 2 bulletins de suite judiciaire
- copie des articles L512.8, L512.10, R512.50 et R514.4 du Code de l'Environnement*

J'ai l'honneur de vous transmettre un procès-verbal de délit dressé par Monsieur Jean- Pierre SCALIA, inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement dans le département de l'Isère, à l'encontre de monsieur Guy MOULIN, gérant de la société MODUS VALORIS sur le territoire de la commune de Bourgoin-Jallieu.


Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012-041-0010 du 10 février 2012 arrivées à échéance au 1er avril 2012 ont été contrôlées.

Les dispositions de l'article 1.2.4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 décembre 2010 (capacité de stockage des mâchefers valorisables de 100 000 tonnes) au 15 août 2012 en respectant les échéances intermédiaires suivantes : stockage maximal de mâchefers valorisables de 200 000 tonnes au 1er avril 2012 et de 130 000 tonnes au 1er juillet 2012 ne sont pas respectées.

Au 14 février 2012 étaient présentes sur le site 28 964 t de mâchefers d'incinération d'ordures ménagères (MIOM) brutes (non traités) et 259 540 t de graves de MIOM. Au 31 mars 2012 étaient présentes sur le site 19 033 t de MIOM brutes (non traités) et 257 859 t de graves de MIOM. L'exploitant a présenté le bilan des entrées/sorties et déclare avoir évacué 25 220 t depuis le 1er janvier 2012 (11 612 t évacuées depuis le 14 février 2012).

Le volume présent sur le site au 1er avril 2012 n'est pas conforme à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Un procès-verbal a par conséquent été dressé le 15 mai 2012 pour non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012-041-0010 du 10 février 2012.

Je me tiens bien entendu à votre disposition pour tout complément d'informations.

Pour le directeur,
le chef de l'unité territoriale de l'Isère

Jean-Pierre FORAY

Copies : Préfecture – REMIPP – T4 C7a - Chrono



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISERE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale de l'Isère

Affaire suivie par : Jean-Pierre SCALIA
Cellule risques chroniques – subdivision T1

Tél. : 04.76.69.34.47
Télécopie : 04 38 49 91 95
Courriel : jean-pierre.scalia
@developpement-durable.gouv.fr
Réf. : UT38-T1-I2-JSC0601505

PROCES-VERBAL : Infractions (délit) au livre V titre 1^{er} du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

NATURE DE L'INFRACTION :

Non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012-041-0010 du 10 février 2012 de se conformer aux dispositions de l'article 1.2.4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 décembre 2010 (capacité de stockage des mâchefers valorisables de 100 000 tonnes) au 15 août 2012 en respectant les échéances intermédiaires suivantes : stockage maximal de mâchefers valorisables de 200 000 tonnes au 1er avril 2012 et de 130 000 tonnes au 1er juillet 2012.

REPRIMEE PAR : l'article L.514-11-II du code de l'environnement - Livre V – Titre Ier, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi rédigé :

« Le fait de poursuivre l'exploitation d'une installation classée sans se conformer à l'arrêté de mise en demeure d'avoir à respecter, au terme d'un délai fixé, les prescriptions techniques déterminées en application des articles L.512-1, L.512-3, L.512-5, L.512-7, L. 512-7-3, L. 512-7-5, L.512-8 à L.512-12 ou L. 512-20 est puni de six mois d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de poursuivre l'exploitation d'une installation sans se conformer à un arrêté de mise en demeure pris en application de l'article L.514-4 par le préfet sur avis du maire et de la commission départementale consultative compétente.»

L'an deux mille douze, le jeudi vingt six du mois d'avril

Nous, soussigné, SCALIA Jean-Pierre, Ingénieur de l'Industrie et des Mines, dûment commissionné et assermenté, agissant en qualité d'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement du département de l'Isère, nous étant transporté, muni de notre commission, au 38 Petite Rue de la Plaine à Bourgoin-Jallieu, où la société MODUS VALORIS exerce son activité. Nous avons été reçus par M. Guy MOULIN – gérant de la société MODUS VALORIS.

Nous avons constaté ce qui suit :

L'exploitant a déclaré, en présentant le dernier bilan des stocks réalisé, que le volume présent sur le site au 31 mars 2012 était de 257 859 tonnes de gravas de mâchefers d'incinération d'ordures ménagères (MIOM) pour une capacité prescrite au 1^{er} avril de 200 000 tonnes. En date du 26 avril 2012, il n'y a pas eu d'évolution notable des volumes évacués depuis le 31 mars 2012, date du dernier bilan présenté par l'exploitant.

Ceci constitue un non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012-041-0010 du 10 février 2012.

Nous avons donc dressé un procès-verbal de délit pour non respect réprimé par l'article L514.11-II du code de l'environnement.

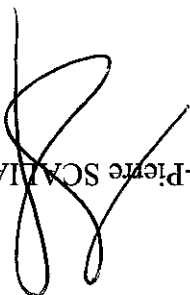
Nous avons informé l'exploitant de notre intention de verbaliser et nous avons rédigé le présent procès-verbal en deux exemplaires, pour servir et valoir ce que de droit, qui sera transmis à monsieur le Procureur de la République du tribunal de grande instance, parquet de Grenoble.

Le présent procès-verbal comporte 2 pages.

Clos et signé à Grenoble, le quinze mai deux mille douze.

L'agent verbalisateur

Jean-Pierre SCAMIA



DIRECTION REGIONALE
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT

Unité Territoriale de l'Isère
44 avenue Marcelin Berthelot
38030 GRENOBLE CEDEX 02

Procès-verbal de contraventions transmis
à Monsieur le Procureur de la République

Inspection des Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement

Grenoble, le 15 mai 2012

UT38-T1-12-JSC0601505

BULLETIN des SUITES JUDICIAIRES
A RETOURNER APRES JUGEMENT ou CLASSEMENT
Au Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Nom et qualité du rédacteur du procès-verbal : SCALIA

Ingénieur de l'Industrie et des Mines
Inspecteur des Installations Classées

Nom du contrevenant :

M. MOULIN Guy

Profession et demeure :

gérant de la société MODUS VALORIS
Petite rue de la plaine - 38300 BOURGOIN-JALLIEU

Nature des infractions :

Non respect de de l'arrêté préfectoral de mise en demeure
n° 2012-041-0010 du 10 février 2012

Date du procès-verbal :

15 mai 2012

Application des dispositions du livre V titre 1er du code de l'environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : les sanctions pénales prévues par la loi sont indiquées sur le document joint au présent bulletin.

Date et dispositif du jugement - Observations éventuelles :

A Grenoble, le 15 mai 2012.

Pour le directeur
Le chef de l'Unité Territoriale de l'Isère



Jean-Pierre FORAY

Le Magistrat faisant
fonction de Ministère
Public

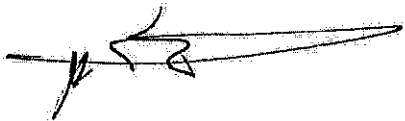
DIRECTION REGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT
Unité Territoriale de l'Isère
44 avenue Marcelin Berthelot
38030 GRENOBLE CEDEX 02

Transmis à Monsieur le Procureur
de la République de GRENOBLE

au Procès-Verbal
UT38-T1-12-JSC0601505

<p>Nom et Qualité du rédacteur du procès-verbal</p> <p>Entreprise concernée</p> <p>Nom et qualité du contrevenant</p> <p>Nature des infractions</p> <p>Date de clôture du procès-verbal</p>	<p>SCALLIA Jean-Pierre Ingénieur de l'Industrie et des Mines Inspecteur des Installations Classées</p> <p>MODUS VALORIS Petite rue de la plaine - 38307 BOURGOIN JALLIEU</p> <p>M. Guy MOULIN, gérant</p> <p>Non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012-041-0010 du 10 février 2012</p> <p>15 mai 2012</p>
---	--

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement,
le chef de l'Unité Territoriale de l'Isère,



Jean-Pierre FORAY

L'affaire a été enregistrée

sous le n°